



Saint-Etienne

**Syndicat de Travailleurs du RAIL
Solidaire, Unitaire et Démocratique.**

12-14, rue du colonel MAREY 42000 St Etienne

Tel : 04 77 47 95 22

Fax : 04 77 25 35 25

Lettre ouverte du syndicat SUD-Rail de Saint-Etienne aux usagers du chemin de fer, aux cheminot-es, aux élus politiques.

Des cheminot-es de la Loire sont en grève depuis le 03 novembre, ils expriment leur désaccord avec une décision de la direction SNCF de créer un établissement « multi-fonction » dans la Loire.

La direction SNCF entend regrouper au sein de cet établissement l'ensemble des métiers qui contribuent au fonctionnement du service des trains express régionaux entre St-Etienne, Lyon, Roanne ; le Puy en Velay etc... En France, la direction nationale a décidé de créer 5 établissements de ce type, « à titre expérimental », avec une volonté affichée d'améliorer le fonctionnement du service.

Ces nouvelles restructurations interviennent alors que des débats sont engagés à travers les assises du ferroviaire autour de la libéralisation des trains express régionaux dont les conseils régionaux sont les autorités organisatrices. Les conseils régionaux ont la volonté d'améliorer ce service à la population mais ne sont pas convaincus que la libéralisation soit un moyen efficace d'y parvenir. En ce sens, les conseils régionaux ont la volonté de continuer à travailler avec la SNCF.

Alors que ce conflit dure depuis un mois, aucune discussion avec les représentants des personnels n'a été proposée par la direction régionale qui a pourtant la responsabilité de conduire cette démarche.

La directrice de région fait passer dans les médias (interview du samedi 26 septembre dans « la tribune », interview sur radio fréquence jazz du 29 novembre), l'idée que « cette grève est incompréhensible », c'est-à-dire l'idée que les cheminot-es feraient la grève, de façon totalement gratuite, sans raison.

Le lecteur ou l'auditeur un tant soit peu averti et habitué à « décoder » les messages au travers de la communication, percevra vite, que le discours de la directrice de région SNCF est trop beau pour être vrai. Sans avoir fait de hautes études de sociologie, on peut comprendre qu'un conflit social existe parce qu'il y a une, voire plusieurs motivations. Dit autrement : la grève pour rien n'existe pas. Ce simple fait révèle le décalage entre l'expression de la directrice régional « qui ne comprend pas » et la réalité.

Alors pourquoi ce conflit ? La politique Européenne en matière de chemin de fer obéit depuis une trentaine d'année à l'idée que pour développer le transport par rail, il faut le libéraliser. Ainsi les directives Européennes prévoient à court terme, l'ouverture à la concurrence de tous les trains de voyageurs, concurrence qui existe actuellement pour les trains de voyageurs internationaux et pour le Fret. (La libéralisation du Fret ferroviaire en France n'a pas développé l'activité bien au contraire : le trafic ferroviaire a été divisé par deux en moins de dix ans au profit du transport routier).

Dans ce contexte, le discours général de la direction SNCF aux cheminot-es est construit autour des idées suivantes :

- La concurrence, ce n'est pas nous qui la voulons mais elle arrive et il va falloir faire avec...
- Il ne faut pas craindre la concurrence parce que nous montrerons par notre/votre travail et la qualité de nos services que nous sommes les meilleurs.....

A noter pour la compréhension, que la direction SNCF s'est positionnée en faveur du transfert des personnels lorsque la concurrence sera là. C'est-à-dire qu'en cas de mise en appel d'offre d'un service de transport ferroviaire de voyageurs, le personnel serait « transféré » dans l'entreprise qui remporterait cet appel d'offre. (Voir rapport de la cour des comptes 2010).

La SNCF est une entreprise publique dont l'organisation s'appuie sur différents services et des structures pour coordonner ces services afin de faire fonctionner l'activité de transport ferroviaire. La politique de la direction SNCF consiste depuis plus de dix ans à séparer les activités, ce qui affaiblit considérablement l'efficacité du service public ferroviaire, ce que, à SUD-Rail, nous dénonçons. Pour autant, on peut quand même affirmer que : ce qui reste de l'aspect intégré de l'entreprise publique se trouve encore dans le fait de coordonner différents services avec une ligne hiérarchique qui va des établissements à la direction nationale.

A SUD-rail nous constatons que ce fonctionnement mis en cause par de récentes restructurations, a fait ses preuves et pourrait être perfectible. Il garantit une cohérence quant à l'organisation du système ferroviaire dans son ensemble. Nous pensons que cette organisation propre à une grande entreprise de service public garantit la meilleure efficacité et un haut niveau de sécurité des circulations, des agents et des voyageurs. C'est pour cela que nous nous opposons à la politique menée par les directions successives de la SNCF et par l'Etat depuis 1997, date de la séparation des infrastructures et de l'exploitation qui consistent à affaiblir de plus en plus cette organisation, qui conduit à l'éclatement de l'entreprise avec des activités qui sont désormais mises en concurrence en interne.

Concernant le projet d'établissement multi-métiers de la Loire, à partir de ces éléments, on peut comprendre les motivations des cheminot-es en grève (le conflit implique les organisations syndicales SUD-Rail, CGT, FO actives sur la Loire). Avec la création d'un établissement autonome, les cheminot-es confrontés depuis longtemps à des restructurations successives qui génèrent des pertes de repères et des « désorganisations », perçoivent dans ce projet une nouvelle fragilisation de l'organisation décrite précédemment. Cet établissement autonome serait facilement vendable en cas d'appels d'offres. Sans présager de l'avenir, un tel projet « expérimental, dont l'objectif officiel de la direction, est d'améliorer le service, pose en réalité les bases d'une mise en concurrence dans laquelle, les cheminot-es se verront probablement un jour contraint d'accepter de travailler pour Véolia, Kéolis ou la DB (transfert des personnels) à défaut, d'accepter une mutation SNCF loin de chez eux. Nous parlons d'un service qui, dans le cadre de l'organisation actuelle, fonctionne bien. Il suffit de regarder les statistiques de la régularité des trains. Nous parlons également d'un service qui a été cadencé il y a 5 ans, cadencement qui a provoqué des augmentations de productivité considérables pour les cheminot-es concerné-es.

En conséquence, les cheminot-es de la Loire sont une nouvelle fois confrontés à des injonctions contradictoires qui engendrent du mal-être au travail et un manque de confiance envers la direction régionale. D'un côté la direction explique qu'il ne faut pas avoir peur de la concurrence, de l'autre elle impose une restructuration qui met en cause l'organisation qui permet « de ne pas avoir peur de la concurrence » et qui n'apporte rien de concret en termes d'amélioration du service. La stratégie de la direction consiste à avancer son projet « à marche forcée » c'est-à-dire en évitant de discuter du sujet à l'origine du désaccord et de la confrontation. C'est cette stratégie que nous retrouvons dans les expressions publiques de la directrice de région qui feint de « ne pas comprendre pourquoi les cheminot-es font grève ».

Si le dialogue ne permet pas forcément de trouver un accord, il permet au moins d'éclairer les motifs de la confrontation. Le respect nécessaire pour un véritable dialogue consiste à poser les arguments de façon claire, sans stratégie d'évitement afin de mettre en évidence les points de désaccords. Nous n'oublions pas que nous parlons d'un service public, le respect consistant à identifier clairement les désaccords et leurs raisons intresse également l'autorité organisatrice et l'ensemble des utilisateurs de ce service. Evidemment dans la situation actuelle (une grève qui dure depuis un mois) avec la communication de l'entreprise représentée par la directrice de région, le moins que l'on puisse dire est que nous sommes loin du compte....

A SUD-Rail, nous pensons que cette stratégie d'évitement de la direction régionale s'appuyant sur une communication publique distordue est grave à plus d'un titre :

- Affirmer que les cheminot-es de la Loire n'ont pas de raison de faire grève, affirmer que la grève ne leur coûte rien, c'est contribuer à augmenter les tensions entre les usagers et les cheminot-es. Nous pensons que ce positionnement de la direction régionale est irresponsable. Rappelons que le nombre d'agents victimes d'agressions ne cesse d'augmenter (+30% en deux ans). Nous pensons que cette augmentation n'est pas déconnectée des restructurations successives qui désorganisent le service, plaçant les cheminot-es dans une situation qui ne leur permet plus de rendre aux usagers la qualité qu'ils sont en droit d'attendre dans le cadre du service public.
- Cette communication traduit un manque de respect évident de la direction envers les cheminot-es et les usagers. Concernant les cheminot-es, en feignant d'ignorer les raisons de la confrontation, la direction affiche un véritable déni, une non reconnaissance de l'activité qu'ils déploient pour assurer le service et qui leur donne une légitimité à avoir un avis sur le projet et à l'exprimer. C'est bien leur analyse qui les conduit à s'opposer à un projet susceptible d'en faire des salarié-es jetables et échangeables au prétexte d'une mise en concurrence. Concurrence qui devrait précisément conduire la direction à renforcer l'aspect intégrée de l'entreprise plutôt que de l'affaiblir pour « laisser la place au marché ». C'est également un manque de respect envers les usagers et le public car c'est une façon de leur imposer l'idée simpliste que des salarié-es « pourraient faire grève sans raison ».

La fédération SUD-Rail a écrit au président de la SNCF à propos de la situation dans la Loire. Le président de l'entreprise a récemment affirmé aux cadres que : « *Mieux travailler ensemble, c'est continuer à faire progresser la culture du dialogue et de la négociation. Avec cette idée simple que les gains d'une négociation s'apprécient au regard des pertes induites par le conflit* ».

Concernant notre organisation syndicale, nous sommes confrontés à des tentatives de diabolisation qui consiste à faire croire que SUD-Rail est contre tout. La directrice de région n'est pas en reste pour communiquer en ce sens. Loin de cette communication mensongère nous continuons à produire et à diffuser nos analyses et nos réflexions issues des débats démocratiques menés autant en interne qu'avec les interlocuteurs qui s'intéressent au ferroviaire et à son avenir. Notre syndicalisme ne plait peut être pas à la direction régionale, mais il n'est pas fait pour plaire ! Pour le syndicat SUD-Rail, faire grève n'est pas un objectif en soi, mais un des moyens d'action collective. Il y en a bien d'autres et nous les utilisons aussi, ... mais il est vrai que la direction ne communique pas, lorsque SUD-Rail remet une pétition, diffuse un tract aux usagers pour leur montrer que nous avons une lutte commune à mener sur le service public ferroviaire, ou lorsque SUD-Rail demande à être reçu pour évoquer une situation potentiellement conflictuelle et que la direction refuse, lorsque SUD-Rail fait des contre-propositions et qu'elles sont dédaigneusement écartées...

Nous revendiquons le développement d'une entreprise publique intégrée car, s'agissant d'une industrie de réseau dans laquelle les trains se déplacent avec un seul degré de liberté, nous considérons que pour des raisons d'efficacité, de sécurité des circulations, des salarié-es et des voyageurs, c'est la solution la plus pertinente pour développer un service public d'avenir au service de la population. Nous revendiquons également un statut unique basé sur celui existant à la SNCF pour l'ensemble des travailleurs du rail c'est-à-dire pour tous ceux qui contribuent par leur travail à faire fonctionner le service public ferroviaire. En ce sens, nous sommes opposés à la stratégie développée actuellement qui organise l'éclatement de l'entreprise de service public ferroviaire qu'est la SNCF. Les cheminot-es de la Loire ne font pas grève pour défendre des intérêts personnels mais parce qu'ils refusent un projet qui n'apporte rien par rapport à l'organisation actuelle mais sera susceptible de mettre en cause le service public des TER. Cela ne profitera ni aux agents qui s'évertuent à le faire fonctionner, ni aux utilisateurs.